



Comment les difficultés financières peuvent se transmettre à l'économie réelle

- ▶ Les instituts de conjoncture commencent à déceler les premiers signes d'un ralentissement de l'économie mondiale.
- ▶ La chute des places financières pourrait accélérer cette tendance.
- ▶ La réduction des dépenses publiques va obliger les États à mener des politiques plus restrictives.

Rigueur et fiscalité

La panique des marchés par rapport à la dette des États oblige les gouvernements à prendre des mesures de rigueur pour les rassurer. En France, le retour à 3 % de déficit budgétaire d'ici à 2014 que s'est fixé le gouvernement fait craindre une hausse des impôts. Un coup de rabot sur les niches fiscales est de nouveau à l'étude. Le gouvernement a annoncé vouloir économiser 3 milliards d'euros pour 2012. Pas suffisant pour Gilles Carrez, le rapporteur UMP du budget, qui réclame 5 milliards supplémentaires. Il a proposé au gouvernement une taxe de 1 à 2 % pour les personnes dont le revenu fiscal de référence dépasse le million d'euros. Philippe Crevel, secrétaire général du cercle des épargnants, anticipe même « une hausse de la TVA et de la CSG ». Mais la perspective des élections présidentielle et législatives de 2012 gèle pour l'instant toute hausse d'impôt brutale.

Chômage

La croissance française commence à montrer les premiers signes de fatigue. Fin de la prime à

la casse, séisme au Japon et ralentissement des échanges grippent la bonne dynamique du premier trimestre. La Banque de France anticipe une croissance molle de 0,2 % pour le troisième trimestre, selon des estimations parues hier, une augmentation similaire à celle anticipée pour le deuxième trimestre.

Cette baisse de régime n'est pas une bonne nouvelle pour l'emploi qui a reculé en mai et en juin. « La baisse du chômage va certainement connaître une pause au moins au prochain trimestre », anticipe Jean-Luc Proutat, économiste à la BNP, qui ne s'attend cependant pas à une forte augmentation de nombre de sans-emploi, car les « perspectives pour fin 2011 et 2012 ne sont pas si mauvaises ». Pour lui, les entreprises se sont « fondamentalement assainies en 2009 » et sont capables de résister à un ralentissement de l'activité.

Crédit

L'incertitude économique de ces dernières semaines fait craindre un redoublement de la vigilance des banques, et donc un rationnement des crédits. « Il est possible que les primes de risque augmentent légèrement », anticipe Jean-Paul Pollin, professeur d'économie bancaire à l'université d'Orléans. Mais l'effet pourrait être atténué, selon lui. D'abord parce que la volatilité des marchés et les mauvais cours des actions rendent le métier de banque de marché de moins en moins rentable ce qui devrait pousser les établissements à se recentrer sur « les métiers utiles comme la banque commerciale ». Et donc préférer prêter aux particuliers et aux PME

plutôt que de prendre des risques sur les marchés.

Par ailleurs, les nouvelles exigences en matière de liquidité et de fonds propres imposées aux banques (les normes de Bâle III) les pousseront à « augmenter leurs ressources stables, explique Jean-Paul Pollin, c'est-à-dire faire la chasse aux dépôts ». Or, pour cet expert, une des façons d'attirer le client à déposer son argent dans sa banque est de lui accorder un prêt immobilier, un crédit à la consommation ou un financement pour les entreprises.

Placements

Les pertes du CAC 40 (- 15 % depuis le début de l'année) inquiètent les épargnants. Pour Philippe Crevel, il ne faut surtout pas paniquer : « Il faut simplement repenser son portefeuille et même acheter, pendant que les cours sont bas, des actions d'entreprise qui ont un potentiel de croissance. »

Mais le ralentissement économique aura fatalement des conséquences à la fois sur les cours et sur les dividendes. Les Français, traditionnellement peu boursico-teurs, continuent à privilégier les produits d'épargne comme le livret A et les valeurs refuges comme l'or. Porté par la dégradation de la note américaine, le cours de l'once dépassait hier la barre des 1 700 dollars.

Mais ces dernières semaines, l'incertitude sur le marché immobilier, une autre valeur refuge de la crise, grandit. Bien que les prix se maintiennent, le nombre de transactions commence à baisser (- 19 % pour les logements neufs au premier semestre).

Le marché est arrivé à un palier, affirment les professionnels qui anticipent une baisse de 10 à 15 % dans les prochains mois en province.

AGLAÉ DE CHALUS

Standard and Poor's salue la politique budgétaire française

La France a une « politique budgétaire bien conçue », a affirmé hier le président du comité de notation des États de Standard and Poor's, John Chambers, lors d'une conférence téléphonique. L'agence justifie sa note « AAA », avec perspective « stable », attribuée à la France, en mettant en avant notamment la réforme des retraites, qualifiée de « mesure intelligente ». L'allongement de deux ans de la durée du travail a « notablement amélioré » les perspectives à long terme de la dette publique, selon lui. Le coût de l'assurance sur un défaut de paiement de la France a atteint néanmoins un niveau record hier, le déclassement de la note des États-Unis suscitant l'inquiétude quant à la capacité des autres émetteurs de dette « triple A » à conserver la confiance des agences de notation. Les CDS (« credit default swaps ») à cinq ans sur la dette française ont ainsi bondi en séance de 15,5 points de base à 160 points de base.